



## Et maintenant ils fraudent ?

Pour nous, ce scrutin n'est pas une fin en soi. C'est pourquoi, il ne doit pas conduire les salariés à la division, ni être un prétexte à la banalisation des mœurs inciviques.

Notre établissement ne doit pas devenir une zone de non-droit où quelques candidats tentent d'imposer leur point de vue à coup de dénonciation calomnieuse, de ragots, d'usurpation d'identité, d'usage de faux, d'insultes, de menaces et de fraude, pour finir.

Nous nous battons suffisamment contre le non-respect par l'entreprise du code du travail, des conventions collectives et des accords nationaux; nous dénonçons suffisamment son déni des mauvaises conditions de travail et de vie du personnel pour, au final, s'entredéchirer entre nous.

Combien de salariés subissent l'érosion de leur pouvoir d'achat à cause de la politique salariale de Dalkia ? Combien de techniciens mettent quotidiennement en péril leur santé, physique et mentale, à cause des risques multiples qu'ils côtoient dans l'exercice de leurs contrats de travail ? Combien sont-ils, ceux et celles, qui font des heures supplémentaires gratuites et qui ne perçoivent pas l'intégralité de leurs primes et indemnités conventionnelles ? Combien sont celles et ceux qui souffrent au boulot à cause de la charge de travail, du manque d'effectifs, du management abusif et des pressions diverses ?

**Il y a là suffisamment de points de convergence utiles au rassemblement des salariés pour que l'unité devienne un des objectifs stratégiques des syndicats et des élus.**

**La triche ne sert pas ces objectifs. C'est pourquoi, il faut tout faire pour que notre établissement reste un facteur d'intégration sociale, un cadre laïc fermé au communautarisme, aux préjugés et à toute sorte de discrimination.**

Hélas, la fraude massive constatée au premier tour est révélatrice de l'existence d'un réel processus de pourrissement des relations sociales. En attestent également les irrégularités signalées plus haut. Il faut tout faire pour qu'elles ne soient pas banalisées et devenir force de loi.

La direction de l'établissement porte une lourde responsabilité dans cette expérience en refusant de prendre en compte nos nombreuses mises en garde. Elle doit assainir la situation et sécuriser le second tour (rendre nominatives les enveloppes réponse T, vérifier les signatures après la fermeture des bureaux de vote, observer et signaler toutes les tentatives d'intimidation et tout « ramassage » des bulletins, permettre aux bureaux de vote d'exercer librement leurs prérogatives sans interférence de la direction, sécuriser ces bureaux par la mise en place d'un cordon séparateur. Le contrôle syndical se faisant par le biais des délégués de liste préalablement désignés...) faute de quoi des procédures en annulation seront engagées auprès du juge compétent.

**Nous alertons les salariés sur le fait que l'abstention et le désintérêt favorisent ces dérives qui profitent aux fraudeurs.**

**Nous appelons celles et ceux qui se sont abstenus au premier tour ou qui ont voté pour nos listes, à se mobiliser pour faire barrage aux tricheurs.**

**Nous les appelons à voter au second tour, dès réception des dossiers de vote, et à convaincre leurs proches collègues à en faire autant.**



Par ailleurs, nous invitons les salariés qui sont témoins, directs ou indirects, de tentative de fraude par la menace ou par l'incitation au profit d'un syndicat, de nous alerter par tous les moyens (tel. fax, mail...)